

ÉTAT RÉGALIEN, ÉTAT MÉDECIN ET BIO-POUVOIR...

La «*crise sanitaire*» actuelle du Covid-19 - qui est en réalité une «*crise*» bien plus globale, -a entraîné des mesures draconiennes, souvent inédites et inquiétantes. Car leur ampleur ouvre la voie à une extension démesurée après l'épidémie.

On ne compte plus, désormais, les «*états d'urgence*» et même les «*pleins pouvoirs*» exceptionnels dans certains pays (Hongrie, Philippines...), lesquels n'ont finalement pas grand-chose à envier à des démocraties où les parlements supposés organiser la société ne se réunissent même plus. À se demander s'ils servent à quelque chose, n'est-ce pas.

Crise sanitaire et états d'urgence

Une fois que du pouvoir a été donné, il est difficile à reprendre. Une fois que l'État a élargi son contrôle et ses sanctions, il ne lâchera pas facilement son butin. Le cas du *Patriot Act* aux États-Unis, qui a haussé le niveau d'espionnage après les attentats de 2001, en est un exemple emblématique parmi d'autres. En 2020, certaines méthodes ont été testées grandeur nature un peu partout, qui seront sans peine plus ou moins maintenues, en tout cas aisément reproductibles. Les dispositifs sont en place.

Les habitudes aussi: pensons, en France, à ce délit hypocrite des autorisations de sortie auto-proclamées, mais néanmoins contrôlées et durement sanctionnées en cas d'infraction, sous la Macronie: à comparer avec la politique de gribouille ou d'assassin, on ne sait, à propos des masques de protection. Une forme de schizophrénie s'est même imposée: il est interdit de faire des achats qui ne seraient pas de «*première nécessité*», mais le bourrage de crânes publicitaire continue de se déverser sur les écrans télévisés. Certains politiciens locaux se lancent dans la surenchère, comme à Nice où les compteurs Linky sont utilisés pour savoir si les résidences secondaires sont vides ou non.

La soumission opère sous le registre non pas de la conscientisation, mais de la peur (la peur du gendarme qui nous surveille s'additionnant à la peur du virus). Elle a été antérieurement favorisée par une légitimation répétée de «*l'état d'urgence*», que cette urgence soit sanitaire, anti-terroriste ou écologique. La peur, l'intégration et l'intériorisation de la peur, cet outil modèle des États totalitaires, trouve désormais sa voie dans les États démocratiques. Qu'avec le Covid-19, elle soit partie de la Chine et qu'elle s'incarne dans la Chine, quintessence de l'État autoritaire «*post-moderne*», est significatif.

Le pire, c'est que les collapsologues de toutes obédiences, en agitant l'effondrement et autre fin du monde, ont préparé, qu'ils le veuillent ou non, cette pan-phobie (peur généralisée) qui nous assigne à résidence. Une tendance psychologique à la noirceur favorise malheureusement chez certains, notamment des militants, une tendance nihiliste dans ce monde certes désespérant. Avec un Nicolas Hulot ou même un Jean Viard proclamant que «*la nature se venge*», rien de nouveau sous la lune des prophètes de malheur. En revanche, on ne saura pas si Nadia, la tigresse malaise du zoo de New York contaminée au Covid-19 par un gardien, a été victime d'une «*humanité qui se venge*».

Quelques post-marxistes spéculent sur la faillite d'une économie capitaliste qui, vivant de la circulation des capitaux et des marchandises, se retrouverait confrontée, via les mesures de confinement, à une situation de grande crise, possiblement finale. Mais le capitalisme s'en relèvera, comme il s'est relevé de la Première guerre mondiale et de la grippe «*espagnole*» qui aurait provoqué entre vingt et cinquante millions de morts au cours des années 1918-1919 (NB: écart statistique qui doit faire réfléchir sur la connaissance savante). Il profite de la crise sanitaire et sociale pour poursuivre son écrémage du petit commerce ou des petits agriculteurs. Le tout s'exerce au profit d'une concentration du capital dans les grandes entreprises

aux reins solides, avec des gagnantes et des perdantes, et, peut-être, d'une nouvelle distribution spatiale du travail. Quant aux gouvernants qui prétendaient n'avoir plus rien dans les poches, ils trouvent d'un coup de quoi renflouer certaines caisses. L'urgentisme alimenté par les catastrophistes et les collapsologues a préparé la voie à la posture adoptée par de nombreux dirigeants sur la planète: c'est la «guerre», la «guerre contre le virus», la «mobilisation générale». Outre le virilisme machiste véhiculé par cette référence belliqueuse, c'est surtout la militarisation des mesures qui est pratiquée, et légitimée. De ce point de vue, la Chine, avec son régime de parti unique organisé comme une armée, est passée du statut de modèle fantasmé par certains dirigeants, y compris patronaux - cette combinaison de dictature socio-politique et d'économie de marché, ils en rêvaient! - à celui d'application concrète: bon, citoyens on va faire comme à Wuhan! *Lock down!* Confinement total et indiscriminé!

Les contre-exemples de la Corée du Sud ou de Taïwan? On les met de côté, on n'en parle même pas, sauf pour préparer la sortie... Ce qui ne signifie pas que la gestion de la crise dans ces pays soient pour autant des modèles parfaits. On ne doit pas être dupe de l'escalade technologique en Corée: surveillant et auto-surveillance sociale par les applications virtuelles, recherche frénétique sur les tests, le vaccin - toutes tentatives qui peuvent rapporter au capitalisme local.

Capitalisme, hygiénisme et néo-hygiénisme

Contrairement à d'autres cas plus ou moins similaires (Ebola, H1N1, SRAS, sans parler de la malaria endémique dont les dirigeants des pays riches se désintéressent parce que cela ne les touche pas...), la pandémie du Covid-19 a provoqué des mesures inédites et draconiennes. Selon Alain Damasio, c'est parce qu'elle touche désormais les riches qui voyagent, qui sont mobiles et qui sont ainsi plus facilement atteints. Cette explication est en partie vraie, surtout compte tenu du niveau de propagande qui a été déclenchée et infligée sur la menace, mais elle mérite d'être nuancée sur plusieurs points. En effet, il n'y a pas que les riches ou les supposés «*un pour cent*», qui se déplacent à travers le monde. Il y a aussi les classes moyennes, les migrants, souvent pauvres, ou les religieux (les évangélistes de Daegu en Corée revenant de Wuhan, les évangélistes de Mulhouse...). Le virus, nouveau et inconnu, est en outre redoutable pour tout le monde puisqu'il ne se remarque pas forcément, il se propage rapidement, il peut faire mourir de façon quasi foudroyante: le phénomène sanitaire est inédit.

Il est sûr que la bourgeoisie n'aime pas que la mort frappe à sa porte. Se retrouvant mêlée à la plèbe, bon gré mal gré, elle prend des mesures. Mais ce n'est pas nouveau. L'hygiénisme, à partir du 19^{ème} siècle, s'est développé, en particulier dans les villes et grâce à certaines institutions comme l'École, pour que la peste, ici prise dans un sens générique, ne vienne pas la gangrenner. Le peuple a bénéficié peu à peu de l'eau courante, du tout à l'égout, du ramassage des ordures et de la médecine de masse (vaccination, etc...). Ce rôle de la bourgeoisie appuyé sur l'État et ses moyens est capital. Il doit être correctement intégré dans l'analyse politique. Or, de même qu'ils n'avaient absolument pas prévu le développement des classes moyennes et encore moins le fordisme, Marx et ses épigones ont été incapables, pris dans leur dichotomie caricaturale entre bourgeoisie et prolétariat, de voir également que la bourgeoisie ne faisait pas seulement que de l'extraction de la plus-value et que l'État n'était pas seulement son fondé de pouvoir. La dynamique sociale, économique et culturelle est en réalité plus complexe.

Certains anarchistes, parce que l'État incarne le mal, ne pouvaient pas non plus considérer qu'il fasse aussi un peu de bien, via les services publics (cf. les débats au congrès de Bruxelles de l'AIT en 1874). La conséquence politique paradoxale de cette conception, réside dans le fait que la social-démocratie, marxiste en théorie, hygiéniste en pratique, a favorisé ce progrès, suivi par la démocratie chrétienne en Occident.

Le concept global de «capitalisme» ou d'«étatisme» ne doit pas non plus masquer la pluralité des «capitalismes» et des États corollaires. De fait, en ce qui concerne les mesures prises face au coronavirus, on observe des politiques différentes, voire très différentes d'un État à l'autre.

Les États anglo-libéraux ont choisi une politique d'«immunité collective» conforme à leur «laissez faire» social-darwinien, du type «la survie des plus adaptés», quitte à prendre par la suite des mesures plus drastiques (Royaume-Uni, États-Unis...). Les dirigeants contaminés n'y ont de toute façon pas de problème pour être pris en charge. Les pays anciennement sociaux-démocrates en décomposition néo-libérale, où le système de santé est en chute libre, ont montré qu'ils n'étaient pas préparés (France, Italie, Espagne...). D'autres ont été plus intelligents (Suède, Allemagne, Confédération helvétique...), peut-être parce que moins victimes du syndrome napoléonien présent dans d'autres pays (Macron, Trump, Bolsonaro, Orban, Duterte...).

Les États du «national-développementalisme» démocratique à forte mobilisation collective (Corée du Sud, Japon, Taïwan, ceux-là ayant de surcroît tiré les leçons de l'épidémie du SRAS de 2002-2003, et du MERS en Corée en 2015) ont ciblé les populations contaminées (clusters, quarantaine...). Ils ont multiplié les mesures de prévention (masques) et de sensibilisation. C'est ce qui explique le faible nombre de décès à Taïwan: cinq morts seulement en date du 8 avril 2020 sur une population totale de 23 millions d'habitants. Si l'on rapporte à la population française, cela donnerait... une quinzaine de morts au total. Quant aux États du «national-développementalisme» autoritaire, ils ont pratiqué la démonstration de force (Chine, Inde) ou l'arrogance (Brésil, où Bolsonaro va le payer). De fait, c'est la grande affirmation de l'État régaliens, même chez les anglo-libéraux. Un État qui met son administration, sa police, son armée et même sa diplomatie au service de l'hygiénisme radical, sur le mode du «*on n'est peut-être pas capable de lutter efficacement contre le chômage, mais on s'occupe de vous*». Vous, c'est-à-dire le peuple qui ne doit pas contaminer les puissants et qui doit être préparé afin d'être rapidement remis au travail, quitte à sacrifier les vieux improductifs et qui coûtent cher (sans le dire ouvertement, et encore).

Les dirigeants, petits ou grands, y ont vu l'occasion de se poster en grand chef d'état-major. Leur rêve de gosse est devenu réalité: guerre au virus, tous au combat, mobilisation des troupes, on bloque tout, on verbalise! L'idéologie guerrière est réinjectée dans la sphère quotidienne, puisque la guerre contre le terrorisme est trop lointaine... S'y ajoute une grande louche de démagogie: le retour annoncé en France de «l'État-providence», rien moins que cela! Qui y croit?

Le biopouvoir des médecins

Avec le Covid-19, un cran est en outre franchi entre le pouvoir d'État et le pouvoir des savants, aux premiers rangs desquels figurent les médecins. On se retrouve comme au beau temps de l'hygiénisme, ou de la lutte anti-alcoolique (car le kil de rouge était plus néfaste que l'extorsion de la plus-value). Non contents de parader sur les plateaux télévisés tout en arborant une fausse humilité («*on ne sait pas*», «*on ne saura pas avant que*», «*restons prudents*»), et doté d'un sacré culot démagogique («*nous, on ne fait pas de politique*»), les mandarins en blouse blanche, bien silencieux hier pour certains quand l'hôpital coulait, affirment désormais leur toute-puissance.

Cantonnés jusque-là dans des questions de bio-éthique, néanmoins à forts enjeux économiques (PMA, etc...) et électoralistes (pour la Macronie: comment se démarquer des conservateurs), ils redressent la tête avec leur cohorte de supplétifs plus ou moins experts: ils apparaissent comme les maîtres du monde.

C'est le triomphe du biopouvoir, de ce régime qui porte sur des sujets considérés non plus comme des porteurs de droits, mais comme des corps vivants. Ce biopouvoir n'est évidemment pas nouveau. N'oublions pas que, bien avant l'analyse foucaldienne, il a été théorisé par le géopoliticien Rudolf Kjellén qui, dès 1905, conçoit l'État comme une force en expansion dans un «*espace vital*». L'idée a ensuite été reprise par les rapports du Club de Rome qui, alertant sur la croissance démographique, ont prôné une gestion des populations par une préservation de l'environnement.

Le biopouvoir sort renforcé de la crise du Covid-19. On s'approche même de ce «*gouvernement des savants*» craint et pronostiqué par Michel Bakounine en 1872 quand celui-ci visait à la fois les dérives religio-scientifiques des partisans d'Auguste Comte et les visées autoritaires de Marx avec son «*socialisme scientifique*» (proclamé comme tel au congrès de La Haye de l'AIT en 1872, celui-là même qui vit d'ailleurs l'exclusion de Bakounine).

Mais les médecins ne sont pas totalement les maîtres du monde, car ils dépendent de deux logiques dont ils sont plus ou moins les acteurs et propriétaires: l'économie (les laboratoires pharmaceutiques, le marché des médicaments et des biens sanitaires, les hôpitaux) et le politique (les systèmes juridiques d'autorisation, les contrôles, les financements, les décisions). L'instance qui est censée faire le lien au niveau international, l'OMS, dont l'ancêtre est né à l'issue de la grippe «espagnole», ne fait pas l'unanimité.

Son fonctionnement est d'ailleurs aussi opaque et guère plus démocratique que celui du GIEC, par exemple. En tous les cas, les médias ne font rien pour nous éclairer. Aussi le citoyen français lambda connaîtra-t-il le nom de certaines victimes du Covid-19 - ancien ministre, ancien dirigeant sportif ou saxophone - mais sera incapable de nous donner le nom du directeur général de cette institution mondiale. Faites le test autour de vous.

Dans les pays démocratiques, la classe médicale et la classe politique peuvent se renvoyer la balle dans

un jeu aussi sournois qu'hypocrite, les médecins disant «*nous, on ne fait pas de politique*», les politiques affirmant «*nous, on écoute les médecins*». On sait très bien que le résultat est une cote mal taillée entre les deux en fonction des rapports de force, du contexte mais aussi de la socio-culture (le port de masque en cas de grippe étant, par exemple, une habitude admise, et salvatrice, dans les pays extrême-orientaux). Le néo-hygienisme qui se met en place avec la gestion de la crise du Covid-19 semble franchir une nouvelle étape du biopouvoir: on sépare les corps (certains sont condamnés en fonction de l'âge ou de la richesse), on les contrôle par le confinement, on les sépare par une ségrégation accrue des classes (ceux qui disposent d'un jardin ou d'un grand appartement versus les autres) et on immobilise les sujets de droit. À cette échelle, c'est du jamais vu.

Pas de consensus scientifique

Ce biopouvoir néo-hygieniste joue aussi sur les connaissances scientifiques dont il dispose. C'est un point crucial sur lequel la crise du Covid-19 nous a adressé une leçon magistrale: les médecins et les experts médicaux ne sont pas d'accord entre eux. Il y a quelques consensus, mais pas d'unanimité, ni sur l'étiologie, ni sur la parade. Mais doit-on s'en plaindre?

Mettons de côté les batailles d'ego qui masquent les vraies batailles de labos, de rapport avec la puissance politique ou médiatique, et de pouvoir tout court. Le tout opère sur fond d'enjeux économiques colossaux (gestion des stocks de médicaments et de para-pharmacie, jackpot futur du vaccin) dans une compétition qui est aussi généralisée et mondialisée que la propagation du virus lui-même. Relevons plutôt ce qui nous fait avancer.

La société redécouvre que la médecine est autant un savoir, voire un art, qu'une science exacte. Que la science elle-même ne «*sait pas*» tout, qu'elle est défaillante. C'est-à-dire que les savants ne savent pas tout sur tout. Que nous devons être humbles et avoir raison garder dans ce domaine. Il en découle deux avertissements.

Premièrement, il faut appliquer ce constat à des champs scientifiques autre que la médecine, en particulier l'écologie et la climatologie qui sont aux premières loges du 21^{ème} siècle débutant. Ces sciences, elles non plus, ne savent pas tout, elles évoluent. Y compris avec l'appareillage scientifique. Notre ignorance du Covid-19 avant son apparition doit nous alerter sur ceux qui prétendent avoir tout recensé du vivant sur terre, ouvrant la brèche aux catastrophistes qui nous chiffrent des extinctions d'espèces alors même que nous n'en connaissons pas l'étendue. L'humilité impose la prudence, et donc la retenue dans la rhétorique écolo-catastrophiste.

Elle renvoie, deuxièmement, à la question de l'étiologie du Covid-19. En éliminant les thèses plus ou moins complotistes, qui ne doivent toutefois pas exonérer l'existence récurrente de «*savants fous*» dans des laboratoires privés ou militaires, on voit surgir des explications écolo-primaires pour le moins préoccupantes en ce qu'elle comporte des éléments de vérité, ou d'hypothèses, mais brassés dans une grande confusion.

Il est avéré, historiquement, que les virus et donc les épidémies résultent d'une combinatoire entre espèces animales et espèces humaines, avec passage de l'une à l'autre sous forme de zoonoses. Mais établir avec précision le transit du sauvage à l'humain via le domestique est moins évident. Le porc était, et est encore, l'animal qui joue un rôle-clef dans ce domaine. Le rôle d'espèces dites sauvages mais vivant en réalité près des hommes est quasi certain. C'est le cas de la chauve-souris à propos du Covid-19, avec peut-être un transit via le pangolin, à moins qu'il ne s'agisse de serpent, et, peut-être car c'est moins sûr, à propos d'Ebola.

Jusqu'à il y a peu, et si l'on en reste à la seconde moitié du 20^{ème} siècle et au début du 21^{ème} siècle, ce sont généralement des animaux d'élevage qui sont à l'origine des épidémies: le porc (grippe «*espagnole*») et la volaille (grippes aviaires H1N1 ou H5N1...). Concernant l'étiologie du MERS, on ne sait pas. Quant au moustique (épidémies de Zika et de Chikungunya), il ne semble ni sauvage ni domestique. L'élevage, au-delà de ses formes agro-industrielles massives qui génèrent des épizooties, n'est donc pas responsable de tout. D'autre part, l'existence du moustique renvoie à la question des produits anti-moustiques comme l'invention puis l'interdiction du DDT par Alexander King (1909-2007), chimiste britannique, membre dirigeant de l'OCDE et cofondateur de l'oligarchie capitaliste du *Club de Rome* (1968). La malaria, liée au moustique, continue de tuer des centaines de milliers de morts (entre 700.000 et 2,7 millions par an selon l'OMS, soit en moyenne un mort toutes les trente secondes; - à nouveau notons l'incertitude des chiffres. Les grands laboratoires pharmaceutiques et les mandarins se désintéressent de la lutte contre elle, tout simplement parce qu'elle ne touche pas les pays riches.

Le bouc émissaire démographique

Les premiers discours ignobles de Trump qui visait le «virus chinois» ou les premières réactions xénophobes des populations métropolitaines occidentales vis-à-vis de leur Chinatown respective ne doivent pas nous masquer l'importance de l'épicentre chinois déjà perceptible lors des épidémies précédentes (grippes aviaires, SRAS). En pointant, de façon sous-entendue et raciste, les mœurs non-civilisés du peuple chinois (la saleté, la nourriture bizarre...), le président américain faisait aussi oublier que Wuhan et la Chine sont des centres industriels dont a bien besoin le capitalisme mondial.

Mais d'autres explications étiologiques tombent aussi dans la confusion. Ainsi selon certains, la Chine serait responsable des nouvelles épidémies à cause de son extension démographique et spatiale sur les périphéries sauvages abritant des espèces non moins sauvages et, qui, déstabilisées se rabattraient sur les habitats humains (théorie de Carlos Zambrana-Torrello, David Quammen, Didier Sicard, voire Dennis Carroll). La déforestation est pointée. Mais ce genre de raisonnement comporte deux lacunes majeures.

Il faudrait, d'une part, qu'il soit valable dans toutes les régions du monde où s'effectue un déboisement massif (Amazonie, Bornéo), d'où ne sortent pourtant, à ce jour, aucun nouveau virus. Le cas de l'Afrique occidentale est plus complexe, de même que celui de l'Afrique centrale (le bassin du Congo) où Ebola est arrivé en provenance d'autres pays. Il ne faut pas non plus oublier, d'autre part, que Wuhan, épicentre du Covid-19, de même que Hong Kong, épicentre du SRAS, se trouvent au milieu de régions défrichées depuis des siècles. Wuhan, notamment, situé au centre du bassin du Yangzi et donc des rizières probablement les plus anciennement cultivées au monde, est un archétype de cette anthropisation. La première forêt consistante s'y trouve au mieux à cent cinquante kilomètres. De là à dire que c'est le supposé déboisement de cette forêt qui a poussé les chauve-souris à se réfugier dans la ville de Wuhan...

Ce genre de raccourci pousse à des raisonnements grossiers reliant urbanisation, déforestation et pandémies. Il masque la complexité des chaînes de causalité et, surtout, c'est là l'essentiel et le plus inquiétant, il déraille en pointant la «*surpopulation*» qui serait à l'origine de la déforestation. Il ressort la vieille rhétorique malthusienne, reprise par les conservationnistes américaines et européennes après 1945 contre l'*«explosion démographique»*, image qui utilise explicitement l holocauste atomique de Hiroshima et de Nagasaki, mais en le bafouant. La Chine, avec l'Inde, en est le bouc émissaire idéal.

Ce malthusianisme aboutit à la misanthropie borgne et nauséabonde d'un Yves Paccalet (auteur de *L'Humanité disparaîtra, bon débarras*, 2006, réédité en 2013, ça fait vendre) et autres Yves Cochet dont le cynisme se conjugue à l'hypocrisie sacerdotale (faites ce que je dis, ne faites pas ce que je fais) puisqu'il faudrait que ce soient les autres et non pas eux qui «partent» en premier. Les autres sont «*trop nombreux*», pas eux. Cette position est également suspecte car elle s'accorde fort bien de ce néo-libéralisme social-darwinien qui ne prépare pas sérieusement les crises sanitaires et qui les gère à l'emporte-pièce, quitte à écrêmer les maisons de retraite.

L'outrance de ces positions contribue à obscurcir la question démographique qui est pourtant cruciale et un élément important dans l'actuelle «*crise sanitaire*». Il est vrai que l'espèce humaine n'a jamais été aussi nombreuse sur terre (un milliard d'habitants en 1800, deux en 1960, sept en 2013). Il est non moins vrai que sa croissance au cours du 20^{ème} siècle renvoie aux progrès sanitaires et médicaux: on en revient à la question de la science et de la médecine.

À moins de penser que l'humanité ne doit pas se nourrir, il est logique qu'elle étende son écumène au détriment des «*espaces sauvages*», déboisant et défrichant d'un côté, densifiant son agriculture et son économie de l'autre, reforestant même (la France actuelle n'a jamais été aussi boisée depuis la Gaule). Est-ce que des agricultures plus raisonnées, biologiques ou même permacoles arriveront à nourrir les neuf milliards d'habitants prévus en 2054?

Le bouc émissaire chinois

Or la région du monde historiquement la plus peuplée - la Chine - voit sa population actuelle se doter, en moyenne, d'une élévation du niveau de vie qui l'amène, comme cela est toujours démontré dans ce genre de situation, à vouloir consommer davantage de protéines animales. Au capitalisme globalisé qui en a fait, par les «*délocalisations*» industrielles, un «*pays atelier*» puis une économie montant en gamme technologique et exportatrice, y correspond un système d'élevage industriel non moins capitaliste, massif, fragile.

Le tout opère au sein d'un régime se revendiquant encore officiellement de Marx, ce qui ajoute du paradoxe aux contradictions dans une belle combinaison entre parti unique, bureau politique et gouvernement des savants. Les scandales agro-alimentaires sont de fait nombreux en Chine depuis plusieurs années, mais on ne sait pas s'ils ont un lien direct avec la pandémie.

Pointer la déforestation en Chine ou ailleurs comme cause principale des nouvelles pandémies, ne résout en rien la question du nombre d'habitants sur terre. On peut même se demander si l'obsession concernant les «espaces sauvages», et donc leur protection, ne constitue pas, au-delà des dimensions esthétiques, et en restant sur le seul plan des critères écologiques et géographiques, une erreur de perception, et donc de solution. En effet, comme Ebola, le SRAS et le Covid-19 l'ont démontré, il n'y a plus de barrières entre le sauvage et l'artifice: il s'agit d'un même monde.

Or, au sein de ce monde, la compétition entre les deux hyper-puissances capitalistes que sont les États-Unis et la Chine s'accentue, la seconde étant en train de la gagner. Avec le Covid-19, elle a même imposé auprès des directions ordo-libérales un modèle autoritaire de gestion de crise. Dûment relayées par les médias, les images d'une métropole de près de neuf millions d'habitants comme Wuhan où il n'y a plus personne dans les rues ont fait saliver les grands chefs maniaques de l'ordre et de la propreté. Qu'il faille remettre tout ce monde au travail viendra tôt ou tard, le message de la démonstration de force est passé. Quant à la rhétorique sur «*relocalisons nos industries parties en Chine*» et dotons-nous de «*nos propres médicaments*», elle est comme le fleuve Yangzi qui passe au milieu de Wuhan: elle coule.

Philippe PELLETIER,
8 avril 2020.

Une version longue de cet article est disponible sur le site du *Collectif À Contretemps*. n°766.
